

Initiatives ministérielles

transformation. Si l'ALE a fait disparaître une industrie, la forçant à déménager ses usines aux États-Unis, c'est qu'on peut difficilement empêcher les oiseaux de s'envoler quand la cage est ouverte.

Le projet de loi dont nous sommes saisis aujourd'hui est bon, mais il ne permet pas de résoudre les nombreux problèmes qui affligent notre agriculture. En fait, il ne s'y attaque même pas. Nous voulons son adoption, mais nous demandons au gouvernement de se montrer responsable en ce qui concerne la crise que connaît le crédit agricole aujourd'hui au Canada. Ce projet de loi n'apporte aucun remède à la crise ni aucune solution aux problèmes, qui désespèrent plusieurs milliers de producteurs au Canada.

• (1545)

M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle): Monsieur le Président, je veux, moi aussi, participer au débat sur le projet de loi C-95, qui vise à modifier la Loi sur la Société du crédit agricole.

D'abord et avant tout, je dois dire que je suis un peu en situation de conflit d'intérêts puisque le siège de la Société du crédit agricole sera situé dans ma circonscription, et c'est évidemment une question qui m'intéresse. Je dois reconnaître que la décision du gouvernement de déménager le siège à Regina est très sensée, particulièrement lorsqu'on tient compte du fait que le plus important propriétaire foncier dans ma province, la Saskatchewan, est la Société du crédit agricole. En septembre, elle détenait 1 943 baux totalisant 877 000 acres de terrain. Elle est donc vraiment le plus important propriétaire foncier en Saskatchewan.

Il y a beaucoup de points que nous appuyons dans le projet de loi C-95. Nous sommes heureux de voir que le gouvernement a laissé tomber l'article 5, qui visait à soustraire la société à l'application des lois provinciales. Le gouvernement a évidemment pris cette initiative en partie à cause de la décision du tribunal.

Monsieur le Président, nous pouvons adopter des lois, mais nous devrions aussi en examiner le but. C'est à cet égard que j'ai certaines inquiétudes. La communauté agricole connaît actuellement de graves problèmes, ce que les députés de tous les partis ont exprimé aujourd'hui de façon fort éloquente.

Les familles agricoles perdent leurs terres, des terres qui, souvent, appartenaient à la famille depuis plusieurs générations. Il y a une crise, et elle est principalement attribuable à la baisse importante des recettes que les agriculteurs touchent pour leurs produits. Alors que les coûts de production ont augmenté, les recettes ont diminué.

Beaucoup d'agriculteurs continuent de survivre au bord de la faillite. Ils ne savent jamais si c'est cette année qu'ils coulent ou s'ils réussiront à survivre encore une année dans l'espoir que la situation s'améliore. Pas étonnant qu'en Saskatchewan nous appelions notre province le «pays de l'an prochain». Quand ce ne sont pas la sécheresse, le gel ou les sauterelles qui menacent les exploitations agricoles, ce sont les faibles prix des produits agricoles. Mais le sentiment d'optimisme et d'espoir qui existe dans ma province, surtout dans le milieu agricole, à continuer dans l'espoir que les conditions s'amélioreront l'année prochaine, que les prix augmenteront et qu'ils pourront à nouveau être raisonnablement récompensés de tous leurs efforts et de tous leurs investissements.

L'un des problèmes tient bien sûr à la baisse de la valeur des terres agricoles. Les agriculteurs de la Saskatchewan ont perdu des milliards de dollars rien qu'à cause de la diminution de la valeur de leurs terres. Beaucoup d'entre eux restent sur la ferme parce que le prix des terres agricoles ne leur paraît pas suffisant pour le moment. Ils espèrent que les prix se redresseront, que l'économie agricole se rétablira et qu'ils seront alors en mesure de vendre.

Cela veut dire que l'âge moyen des exploitants agricoles continue d'augmenter. Je veux dire par là que l'âge moyen de l'agriculteur est passablement élevé, car les jeunes ne sont pas capables de se lancer en agriculture. Ou bien ils sont découragés ou bien ils n'ont pas les capitaux nécessaires pour se lancer.

• (1550)

Pour que la situation commence à se rétablir, il faut une nouvelle mentalité, une nouvelle attitude, surtout de la part des gouvernements fédéral et provinciaux. Nous vivons une crise dont seule la coopération entre les gouvernements fédéral et provinciaux peut permettre de venir à bout.

Le gouvernement de la Saskatchewan a fait des efforts sincères pour remédier à la crise de l'endettement agricole qui accule un grand nombre d'agriculteurs à la faillite et les force à abandonner leurs terres. Il a donc décidé d'imposer un moratoire sur la forclusion des terres agricoles. Comme la SCA était le plus grand propriétaire foncier en Saskatchewan, il était très important qu'elle coopère.

Or le gouvernement fédéral a soutenu qu'elle n'était pas légalement obligée de coopérer, et un des tribunaux lui a apparemment donné raison. Comme je l'ai déjà dit, ce n'est pas uniquement une question de légalité. Il y a plus que cela. J'exhorte le gouvernement fédéral et le ministre de l'Agriculture à dépolitiser l'agriculture et à jeter un coup d'oeil aux efforts faits par le gouvernement